

quel avenir pour quelles familles ?

Il faut commencer par reconnaître le caractère pluriel et évolutif de l'institution familiale avant de pouvoir éclairer la question de son avenir. Les facteurs qui déterminent à coup sûr les mutations en cours jouent chaque fois de manière singulière et il est donc très difficile, sinon impossible, d'évaluer la réalité et la durée de leur action. Pour montrer comment se constitue le besoin de famille et s'il a des chances de se perpétuer, seront analysées trois des fonctions qu'assure cette institution : la sécurité de l'enfant, la solidarité économique et la nécessité de se repérer dans le temps. En chacune d'entre elles, on constate que des relations existentielles différentes se trouvent étroitement conjointes. La famille apparaît finalement comme un « exister pluraliste », ce qui est une manière d'admettre qu'elle renferme une part de mystère irréductible à toute approche purement scientifique : elle est une forme de vie dont la convenance s'impose, sans jamais livrer sa raison ultime. La question initiale se mue donc en celle-ci : de quelles nécessités l'existence familiale est-elle l'expression ?

« La famille... oh ! elle n'est plus ce qu'elle était ! Elle est en crise... c'est fini ! » — « Mais non, la famille se porte bien... Jamais peut-être on n'a tant fait fond sur elle... Elle demeure le seul rempart de notre société... » Dès qu'il est question de la famille et de son devenir, vous entendez formuler les opinions les plus divergentes. Qui a raison ? Ceux qui déclarent que cette institution est condamnée à terme ? Ou ceux qui pensent que, dans une société ressentie comme anonyme, oppressante, la famille constitue et constituera longtemps encore une « valeur sûre », une « référence », le « projet primordial de tous les individus » ?

Nul doute que la question posée sur l'avenir de l'institution familiale soit au cœur de nos préoccupations politiques, sociales et personnelles. Le propos de cet article n'est pas de formuler la réponse attendue. Il est bien plutôt de rappeler quelques-unes des données (non pas toutes, il y faudrait un épais volume) dont il importe de tenir compte pour mieux poser la question, pour dépassionner certains débats, pour rassembler quelques éléments indiquant dans quel sens orienter les prévisions, tout

en montrant pourquoi et comment il ne peut y avoir de réponse à cette question : question et réponse, en l'occurrence, nous échappent et nous échapperont toujours.

le pluralisme familial

1. Lorsque nous déclarons : « la famille est en péril », nous nous référons implicitement à un *modèle*, généralement défini comme constitué par un couple de parents vivant de manière autonome, unis de façon durable (au moins intentionnellement), aux termes d'un contrat avalisé par la société, et géniteurs d'un ou de plusieurs enfants. C'est oublier que ce modèle « mononucléaire » est de constitution relativement récente. Historiquement, il n'en a pas toujours été ainsi, surtout dans les campagnes où la famille regroupait sous un même toit divers ménages de générations différentes. De nos jours encore, même si ce modèle tend à s'imposer partout dans le monde comme un idéal, il est loin d'être uniformément admis. Et là même où il l'est, on observe des différences considérables selon que ces unités de vie qu'on nomme « familles » regroupent une ou plusieurs générations, selon les types de liens qui unissent chacun des membres, selon les modes de vie et de travail, etc. Bref, historiquement et géographiquement, socialement et culturellement, la famille est *une structure éminemment évolutive*.

2. D'ailleurs, si de nos jours le modèle mononucléaire tend à s'imposer universellement, c'est en partie à cause de la planétisation des systèmes socio-économiques, de l'extension de l'industrialisation et de l'urbanisation, de l'homogénéisation des cultures. Autrement dit, les modèles familiaux sont conditionnés par un ensemble de déterminants conjoncturels.

3. Or, les systèmes socio-économiques et socio-culturels, même s'ils sont eux aussi relatifs et « ouverts », résultent et sont créateurs de *processus irréversibles*. Les prétendus mouvements de balancier qu'on croit pouvoir observer dans l'histoire (résurgence de certains types de comportements, attachement-détachement-attachement à l'égard de certaines valeurs, etc.) ne constituent jamais de purs et simples retours en arrière. Il est dès lors vain d'espérer que soit un jour restauré le modèle familial (à supposer qu'il n'y en ait eu qu'un !) qui prévalait il y a trente, cinquante ou cent ans. Bien plutôt, pour juger des transformations (continuité et ruptures) des structures familiales, il faut essayer de cerner ce qui, dans l'ensemble

quelles familles ? quel avenir ?

de nos systèmes socio-économiques et socio-culturels, est précisément irréversible.

4. Il ressort de ces rappels que les évolutions actuelles — baisse de la natalité, de la nuptialité, augmentation du taux des divorces, des naissances hors mariage, des situations de monoparentalité — ne peuvent être comprises sans une analyse globale de l'ensemble des déterminants sociaux. Pourtant, ceux-ci influent à la fois de manière générale sur l'ensemble d'une population, et de manière particulière sur tel groupe, telle famille, tel individu : en sorte que certains types de vie familiale (ou de ménages) peuvent apparaître *identiques* et se révéler cependant fort *différents*. Ainsi en va-t-il, par exemple, dans le cas des familles dites monoparentales : l'absence d'un conjoint peut être le fait du veuvage, du divorce ou d'un célibat volontaire ; et cette absence peut être soit temporaire (contrainte ou non), soit voulue comme définitive. De plus, il existe une différence manifeste entre une « fille-mère » inculte et sans emploi et une agrégée de l'université qui a un métier stable et a opté délibérément pour le célibat.

5. Ainsi l'actuelle diversité des modes d'union ou des statuts matrimoniaux ne doit-elle pas masquer cette réalité de toujours qu'est la radicale *disparité des situations* familiales engendrée par l'inégalité des revenus, de l'acculturation, des conditions de travail, de logement, etc.

Il existe d'ailleurs un autre facteur de diversification : il tient à la composition même des familles. Les différences sont tout aussi marquées entre deux couples dont l'un a trois enfants et l'autre n'en a pas, qu'entre un couple d'ouvrier et un couple de médecin qui ont un nombre identique d'enfants.

Bref, même si toutes les familles sont soumises à des pressions extérieures qui tendent à « normaliser » leur style de vie, chacune d'entre elle se présente comme une *entité singulière*. Et cette singularité apparaît davantage encore, évidemment, lorsqu'on considère la personnalité des divers membres qui la constituent et les événements ou accidents qui ponctuent son histoire (naissances et décès, succès et échecs, maladies, handicaps, chômage, désunion, etc.).

II

mettre les évolutions en perspective

Dans ces conditions de pluralisme et de relativité, il est très difficile d'émettre des propositions générales et de se risquer à faire des prévisions quant à l'évolution des structures familiales, voire quant à une extension ou une récession éventuelles de tel ou tel des phénomènes aujourd'hui les plus marquants : par exemple, l'accroissement des unions sans mariage ou des divorces.

nécessité des mutations

Que nous assistions à des mutations profondes est un fait irrécusable. Néanmoins, pour porter un quelconque jugement (que l'on s'en réjouisse ou que l'on s'en effraye), il conviendrait tout d'abord de se donner du temps. Un phénomène peut trancher sur la pratique prédominante vingt ans auparavant et avoir eu des précédents historiques analogues : ainsi, ce que l'on nomme la cohabitation prénuptiale ou juvénile était une pratique courante au XIX^e siècle dans les milieux ouvriers, notamment dans la région toulousaine où le mariage n'était « régularisé » qu'à la naissance du premier enfant (mâle).

Il est vrai que cette référence au passé — même si elle a le mérite de dédramatiser ce qui paraît à certains comme un mouvement scandaleux — ne suffit pas à étayer un jugement. Il faudrait pouvoir également évaluer les effets de telle ou telle pratique dans l'avenir des individus, des groupes ou de la société. Evidemment, une telle évaluation est impossible : et c'est heureux. Les grandes mutations, celles qui ont préparé l'émergence des formes qualitativement supérieures d'existence, impliquent des déchirements qui ne peuvent manquer d'apparaître « mortifiants » en l'état où vivent les générations antérieures et auxquels celles-ci ne se résoudraient pas d'elles-mêmes si elles avaient la possibilité d'en décider. Ainsi, dans l'histoire des vivants, le passage des branchies aux poumons implique-t-il une telle « mortification ». Il en va de même dans l'histoire des sociétés, qui n'ont pourtant pas moins de capacités d'adaptation que les vivants (encore que les grands bouleversements sociaux suscitent autant de souffrances, de difformités, voire de mort, que les grandes mutations dans la texture des organismes vivants). Mais que serait une société inévolutive ? Sous peine de sclérose, donc de dépérissement à terme, il faut se fier à « l'élan social », de même qu'on se fie à « l'élan vital ».

une estimation difficile

Pour en revenir à la famille, il importerait de situer exactement où et par rapport à quoi se profile la nouveauté. Ainsi, certains s'inquiètent de ce que beaucoup d'enfants de divorcés vivent aujourd'hui dans une situation de pluriparentalité. Mais sait-on qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, en Angleterre, quelque 80 % des petits citadins étaient « placés » à l'âge de dix ans et n'avaient que des contacts épisodiques ou superficiels avec leur père. Autre exemple : on a tendance aujourd'hui à focaliser l'attention sur les familles dites monoparentales ; or, jadis, quand le père partait pour guerroyer, pour de longues campagnes de pêche, pour un travail saisonnier, ou lorsqu'il émigrerait à l'étranger (toutes situations qui d'ailleurs se rencontrent dans nombre de familles réputées « classiques »), combien d'enfants ont grandi sans père ? Cependant cet exemple — qui pourrait donner à penser que telle situation est en définitive loin d'être « anormale » parce qu'elle est historiquement non inédite — incite à se montrer circonspect dans notre appréciation des situations. En effet, l'absence de père a une tout autre portée selon que l'enfant est ou n'est pas bien inséré dans une famille d'accueil, selon qu'il vit dans une communauté villageoise ou dans une cité anonyme et non sécurisante.

Il semble donc très malaisé d'estimer à leur juste valeur les transformations actuelles, qui peuvent soit n'entraîner que des changements somme toute superficiels, soit avoir des effets très diversement marquants selon les circonstances et les cas particuliers.

des facteurs de mutation déterminants

Il faut d'ailleurs prendre garde à ce qu'une apparente continuité peut en réalité masquer des ruptures (ou *vice versa*) ; à ce qu'un phénomène qui nous semble « nouveau » peut n'être qu'une phase d'un processus amorcé depuis longtemps, l'effet d'une cause dont les conséquences ne se dévoilent qu'à terme.

Si donc on cherche à déterminer ce qui est aujourd'hui véritablement nouveau dans l'ensemble des familles et plus particulièrement ce qui est la cause de cette nouveauté, on est conduit à mettre en évidence certains phénomènes qui ne défrayent guère la chronique et à en relativiser d'autres qui passent pour plus spectaculaires. C'est ainsi que la plupart des mutations que nous observons de nos jours semblent être l'aboutissement de phénomènes que nous ne songeons pas à remettre en question et dont l'origine remonte loin dans le temps. Le fait que ces phénomènes

bruno ribes

soient bien connus (du moins le croit-on) nous dispense ici d'un commentaire qui outrepasserait le cadre de cet article. Rappelons cependant comme rigoureusement déterminants :

— l'accroissement de la longévité : en 80 ans, il a doublé la durée moyenne de vie conjugale ;

— l'extension de l'urbanisation et de l'industrialisation : elle a imposé le modèle mononucléaire, transformé les conditions de logement et de travail et donc le style de vie des familles ;

— la généralisation de la Sécurité sociale et des systèmes de retraite : elle donne à chaque génération une relative autonomie, financière et morale, par rapport à celle qui la précède et transforme les fonctions familiales ;

— la prolongation de la scolarité, notamment des jeunes filles : elle allonge l'état de dépendance des jeunes par rapport à leurs parents, leur donne une autre culture, d'autres systèmes de pensée, elle retarde la nuptialité ;

— la progressive extension de l'activité professionnelle des femmes hors de leur domicile : elle leur procure une relative indépendance (ne serait-ce qu'en leur donnant droit à une couverture sociale autonome), de nouvelles qualifications, une autorité égale à celle de l'homme ; elle modifie l'ensemble de l'économie et des pratiques familiales ;

— la diminution du nombre d'enfants (liée à la contraception) : ceux-ci sont le fruit d'une décision prise de manière de plus en plus « responsable » ; mais ils sont aussi de plus en plus idéalisés, programmés à la convenance des parents et surinvestis par toutes sortes de représentations plus ou moins conscientes.

pondérer son jugement

Ce sont là les six principes majeurs des transformations actuelles, d'autant plus actifs que leurs effets se conjuguent et interfèrent. Ils font désormais partie de nos systèmes socio-économique et socio-culturel, en sorte qu'il serait illusoire de songer à les remettre en question, à en supprimer les effets (tout au plus peut-on les modérer ou les contrebalancer par de nouvelles mesures). Sans doute plusieurs de ces effets passent-ils pour « pervers » aux yeux de certains observateurs. Ainsi l'accroissement des divorces et des unions sans mariage est-il en relation directe avec l'extension de la couverture sociale et de l'activité professionnelle des femmes, entre autres facteurs. Néanmoins, avant de porter un jugement totalement

quelles familles ? quel avenir ?

négatif sur tel ou tel phénomène, il conviendrait de s'interroger sur ce qui en est la cause ou la condition et qui peut présenter des avantages individuels ou sociaux d'une importance supérieure aux « travers » déplorés.

Enfin (et ce n'est pas la moindre des précautions à prendre pour juger des mutations actuelles), il faut se préoccuper du retentissement des phénomènes observés sur les divers membres qui composent une famille : l'homme/père, la femme/mère, le couple et les enfants. Ce qui est bénéfique à l'un ne l'est pas forcément pour l'autre. Il est manifeste, notamment, que ce qui est source de plus grande liberté pour les adultes risque de s'avérer néfaste pour l'enfant, ou réciproquement. Encore faut-il remarquer que l'enfant deviendra lui-même un jour adulte.

III

les fonctions de la famille

A trop insister sur le pluralisme familial et sur la nécessité de mettre en perspective notre évaluation des phénomènes qui transforment les structures familiales, n'en vient-on pas à donner l'impression qu'une étude réellement « scientifique » de ces évolutions est impossible, voire qu'une réflexion sérieuse sur le devenir de ces réalités est illusoire ? Effectivement, une approche scientifique est en l'occurrence malaisée : son « objet » même se laisse difficilement cerner. Ainsi il existe plus de deux cents définitions de la famille, dont aucune ne paraît pleinement satisfaisante ; et l'INSEE, qui s'est efforcé d'en faire une typologie cohérente, distingue plus de cent types de ménages. De plus, les paramètres à prendre en considération pour analyser les causes et les conséquences des évolutions (sur les individus, les couples et la société) sont infiniment divers.

Est-ce à dire qu'il faille renoncer à répondre à la question posée au début, qui nous préoccupe tous comme personnes et comme citoyens, chacun à son niveau de responsabilité : où va la famille ?

des fonctions nécessaires et évolutives

Toute approche d'une réponse pertinente à cette question implique d'abord qu'on s'interroge sur l'ensemble des données du problème, non seulement sur ce qui change, mais aussi sur ce qui perdure : soit, quelque 30 % des couples divorcent, mais n'oublions pas que 70 % demeurent stables (pourquoi ?) ; soit, près de 40 % des jeunes adultes restent célibataires, retardent toute forme d'union ou, s'ils constituent un couple, refusent de

« formaliser » leur mariage ; cependant, plus de 80 % des jeunes ou jeunes adultes placent encore « la famille » en tête des valeurs ou projets considérés comme primordiaux.

A vrai dire, ces confrontations de pourcentages et l'analyse de leur signification ne sont peut-être que partiellement révélatrices (un même phénomène ayant souvent des significations et des interprétations diverses selon les individus et les situations). Pour approfondir le questionnement sur le devenir des structures de la famille, il convient de faire porter la réflexion et l'analyse sur ses fonctions : quelles sont celles qui demeurent ou paraissent devoir demeurer « nécessaires » et « irremplaçables », en regard des aspirations ou des besoins de nos contemporains ?

Or, à première vue, il est manifeste que les familles partagent avec nombre d'autres instances sociales la plupart des fonctions qui leur étaient traditionnellement dévolues : notamment l'élevage des tout-petits et l'éducation des plus grands, la subsistance et la santé, la recherche d'un emploi et celle d'un logement, l'assistance aux personnes âgées, etc. Tant et si bien qu'on peut se demander si elles ont encore (en ont-elles jamais eu ?) un rôle spécifique à tenir. Assurément, elles l'ont, dans la mesure où, même partiellement prises en charge par tel ou tel service social, certaines de ces fonctions *ne* pourraient *pas* être assurées *sans* la famille : en fait, et dans le cadre du système socio-économique et socio-culturel qui est le nôtre et auquel nous sommes attachés.

Encore faut-il considérer que ces fonctions sont évolutives et que leur nécessité ou leur caractère irremplaçable peuvent être dictés soit par les exigences des individus (enfants ou adultes), soit par la société, et de manière différente selon les diverses situations.

Il est évidemment impossible de présenter ici l'ensemble de ces fonctions. Je me limiterai à en évoquer trois, d'ailleurs très différentes, avant tout pour montrer comment elles s'imposent aujourd'hui et donc concourent ou non à conforter le « besoin » de famille dans notre société.

1. la sécurité de l'enfant

Dans leur majorité, nos contemporains ont ou souhaitent avoir au moins un enfant (inutile de préciser ici comment se formule ce désir, quelle en est la nature et ce qu'il comporte de fantasmes). Et les enfants qui naissent aujourd'hui sont le fruit d'une décision plus mûre qu'autrefois ; les parents font preuve à leur égard d'un sens accru de la responsabilité (c'est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent la baisse de la natalité). En

conséquence ils sont, au moins théoriquement, plus soucieux d'assumer cette fonction primordiale de la famille qui est de procurer une suffisante *sécurité* à l'enfant. Il y a là l'une des conditions essentielles pour que sa personnalité se développe harmonieusement et pour qu'il fasse l'apprentissage de la socialisation d'une manière relativement équilibrée.

Il ne s'agit pas pour autant de décrier ce qui se fait dans les garderies, les crèches ou les écoles maternelles. Celles-ci demeurent indispensables, ne serait-ce que pour permettre à la femme de « vivre sa vie » et pour pallier certaines carences maternelles ou paternelles (les établissements et les personnels spécialisés donnent souvent à l'enfant un cadre de vie plus épanouissant que l'étroit et bruyant logement familial et exercent un contrôle sanitaire, diététique ou psychologique plus efficace). Cependant, les psychologues et les pédiatres insistent unanimement : même si point n'est besoin que l'enfant soit materné à longueur de journée par sa mère (et son père), il importe qu'il y ait chaque jour des moments d'intense communication où s'entremêlent toutes les dimensions de l'être du bébé et de celui de sa mère.

Or, dans ces relations, l'enfant apparaît immédiatement et doit être considéré comme un être singulier. Les spécialistes ne cessent de mettre l'accent sur cette singularité et sur les échanges subtils qui se tissent entre le bébé et sa mère (plus rarement son père) à travers les menus gestes qui sont le lot quotidien du maternage, comme ils insistent sur les conséquences souvent dramatiques que provoquent ses carences ou ses erreurs. « Quelque chose » se noue alors qui est inconceptualisable, tant du côté de l'enfant que du côté de la mère, qui participe à leur être profond, qui intègre indissociablement le désir, le plaisir, l'affectivité et la conscience, dans une manière de corps à corps, de donnant donnant, qui ne se retrouve pas, semble-t-il, en tout cas pas au même degré, quand l'enfant a affaire à une autre personne ; il pourra alors, apparemment tout aussi bien, prendre son biberon ou sourire ou crier, mais il le fera pour sa satisfaction personnelle ou en fonction de ses propres émois. Autrement dit, l'enfant confié à une tierce personne fait (par la contrainte, la nécessité ou la persuasion) l'apprentissage des choses de sa vie pour son propre compte ; tandis qu'avec sa mère ces mêmes choses — et ses pulsions fondamentales — prennent une valeur relationnelle, une valeur d'ouverture sur l'autre qui marquera à jamais son existence.

Ce qui est vrai des premiers mois de la vie vaut aussi pour les années qui suivent et jusqu'à l'adolescence, dans la mesure où l'enfant ne s'iden-

tifie lui-même que dans un double mouvement d'identification et de distanciation avec l'autre, double mouvement auquel les parents devraient d'ailleurs correspondre sans jamais créer une trop forte dépendance ni un sentiment d'abandon.

C'est dire que l'enfant a besoin de trouver à ses côtés une présence forte, paisible, qui sache le tranquilliser. Il en fut ainsi de tout temps, mais ce besoin de sécurité est ressenti avec une plus vive intensité dans le monde moderne. En effet, d'une part, le petit citadin ne bénéficie plus de ces relais ou corps intermédiaires que constituaient jadis la communauté villageoise ou même le quartier ; sa famille représente l'unique rôle auquel il puisse s'ancrer. S'il ne le peut (par rejet de ses parents ou par désunion du groupe familial), il court le risque de ne plus s'attacher à rien, de rester radicalement « délinquant » (du latin *delinquere*, manquer, faire défaut), même s'il ne commet ni délit ni acte de violence. D'autre part, nous sommes alertés sur le stress que subissent les enfants dans la ville : non seulement sur les dangers physiques qu'ils courent, les traumatismes psychologiques que leur causent certaines émotions, mais aussi l'accélération des rythmes de vie et surtout l'encombrement psychique dû à la diversité des informations qu'ils reçoivent par de multiples canaux. Dans la mesure où la famille subvient aux besoins les plus fondamentaux de l'enfant, où elle l'accueille et l'entoure en respectant sa singularité propre, où l'éducation qu'elle lui donne est unifiante, ne serait-ce qu'en conjoignant étroitement l'intelligence et l'affectivité, elle joue en sa faveur un rôle de « linquance » qu'aucune autre instance sociale ne peut assumer au même titre et avec la même qualité.

Dans la mesure où... Car, en réalité, combien de familles assurent correctement cette fonction ? Mais l'important est que celle-ci soit progressivement perçue comme primordiale par un nombre grandissant de nos contemporains. De cette prise de conscience et de la réflexion sur les exigences qui en découlent, dépend pour une part l'avenir des structures familiales, pour autant que l'enfant occupe une place de plus en plus centrale dans notre société et dans le projet de vie des adultes.

2. la solidarité économique

Il est une autre fonction familiale qui paraît devoir prendre une importance croissante, tout au moins dans les années à venir : il s'agit de *la solidarité* économique (de ne pas parler ici de la solidarité culturelle ne signifie pas que nous en négligions la valeur). Cette assertion peut sembler

quelles familles ? quel avenir ?

paradoxale en un temps où, répétons-le, les diverses formes de prestations sociales tendent à rendre les individus et les générations de plus en plus autonomes. Pourtant, les nombreuses études effectuées sur ce sujet au cours des dernières décennies mettent en relief (autant que possible, car il s'agit d'une économie « souterraine ») l'intensité de cette solidarité. Le rôle de la famille en l'occurrence est double.

Il lui revient d'abord de distribuer, de répartir ou, en quelque sorte, d'approprier l'ensemble des revenus ou des prestations sociales du ménage selon les besoins des individus (et évidemment selon les ressources dont on dispose). Donner à chacun selon ses besoins, ses goûts, son âge, attribuer aujourd'hui plus à l'un, demain à l'autre, économiser maintenant pour dépenser plus tard... Ces activités sont si « naturelles » que bien peu en perçoivent l'importance. Pourtant, qui n'a pas eu à bénéficier à quelque moment de son existence d'un apport de ressources pour faire face à une dépense imprévue, plus lourde, ou de nature à développer ses capacités personnelles. Même si les systèmes de crédit, de prêt ou de prestations sociales se sont développés, il reste que, trop fréquemment, ils ne sont pas modulés selon les exigences des individus et du moment. Il revient à la famille — souvent à la famille élargie — d'opérer une certaine modulation des ressources ou de l'aide. Or, en ce temps de marasme économique, d'extension du chômage et de crise de « l'Etat-providence », cette fonction de complémentarité ou de suppléance de la famille s'avère plus que jamais indispensable et pourrait le devenir plus largement encore.

La solidarité familiale s'exprime aussi, évidemment, par l'appui financier que les parents procurent aux jeunes. Ceux-ci savent bien que, bon gré, mal gré, ils doivent compter sur leur famille jusqu'à la fin de leurs études et jusqu'à ce qu'ils trouvent un premier emploi : souvent bien au-delà de leurs vingt ans. Même s'il n'y a plus cohabitation, les échanges demeurent multiples, tant au niveau des services rendus que du soutien monétaire. En réalité, c'est tout au long de leur vie que les parents sont sollicités, compte tenu notamment des besoins qu'engendrent les transformations des modes de vie, le renouvellement des techniques et l'apparition incessante de nouveaux produits. Selon certaines estimations, au cours des dix premières années d'installation d'un jeune couple, les parents (employés ou ouvriers) dépensent autant pour leurs enfants que lorsque ceux-ci étaient à leur charge, et cela, même si le jeune ménage a un revenu supérieur au leur.

L'analyse des processus d'accession à la propriété met en évidence la mobilisation des familles. En effet, l'apport des parents ou des proches pour aider les jeunes à s'installer ne s'évalue pas uniquement par la masse monétaire fournie. Il faut encore tenir compte de ce qu'il a fallu de temps pour économiser cette somme et surtout des conséquences que la prestation de cet apport a sur la vie de toute la famille. Car, pour rassembler les fonds nécessaires — tout au moins dans les couches peu fortunées de la population —, parents et enfants ont dû accroître leurs ressources monétaires, donc faire des heures supplémentaires, travailler « au noir », recourir à l'activité professionnelle des femmes ; mais aussi réduire les dépenses, notamment dans le domaine des loisirs, augmenter la production domestique, etc.

Il est vrai que ces énormes efforts ont été consentis par une génération qui approche ou dépasse aujourd'hui l'âge de la retraite. La génération suivante, habituée, elle, à prendre des crédits et à vivre sinon au-dessus, du moins à la limite de ses moyens, agira-t-elle de même à l'égard de ses propres enfants et le pourra-t-elle ? Il est vrai également que cette solidarité intergénérationnelle ne s'exerce pas avec la même intensité et de manière aussi positive dans toutes les familles et envers tous les membres d'une même famille (surtout en cas de mésentente entre parents et enfants, d'union libre ou de divorce). On sait enfin que beaucoup de personnes âgées sont laissées dans la solitude et la misère par leurs descendants. Néanmoins, l'impression dominante qui ressort des études effectuées sur ce sujet reste que les liens familiaux longitudinaux demeurent plus nombreux et plus forts qu'il n'y paraît ou que les discours alarmistes sur l'évolution des structures familiales ne le donnent à entendre.

3. la fonction temporalisante

La troisième fonction de la famille qu'il paraît utile d'évoquer ici porte sur *la temporalisation*. Elle mérite de retenir l'attention, bien qu'elle n'ait guère fait l'objet d'études. Pour en saisir la nature et la portée, il faudrait analyser longuement ce qu'il en est de nos jours du rapport des jeunes au temps : or, nous ne pouvons ici que schématiser outrageusement.

Aux yeux de la majorité des jeunes, le passé, celui de leurs parents, se trouve dévalorisé. D'une part, les adultes sont tenus pour responsables de trop de guerres, d'injustices sociales, de déprédations, de passivité face aux déterminismes politiques et économiques. D'autre part, les savoirs et même l'expérience de leurs pères sont rendus rapidement caducs par les incés-

quelles familles ? quel avenir ?

sants progrès des sciences et des techniques. Si beaucoup de jeunes sont curieux de ce qui se faisait « autrefois », ils ne se reconnaissent pas pour autant dans ce passé, pas plus qu'ils ne l'assument : ils cherchent seulement à s'assurer qu'une « autre fois » est possible, qu'il fut un temps où l'on vivait autrement, ce qui leur donne à espérer qu'une altérité est envisageable, qu'il peut « se passer quelque chose ». Reste qu'ils se sentent peu solidaires de ce passé, que les générations sont *insuccessives*.

Le présent subit les effets réducteurs de la technique ; tout tend à y être dépouillé des affects, de l'imaginaire, soumis à des logiques ou à des rationalités scientifiques, d'ailleurs divergentes selon les disciplines. Et les individus, surtout les jeunes, n'ont guère la possibilité de s'investir de tout leur être dans les projets politiques ou sociaux que dominent les intérêts corporatistes ou les ordonnances technocratiques. Il n'y a pas de « sentir avec », ou de sentir commun, de consensus.

Enfin, pour la plupart d'entre eux, loin de donner du champ à l'espoir et d'être prometteur de renouveau, le futur apparaît bloqué, sinon angoissant, et l'accroissement du chômage l'assombrit encore ; il est en tout cas soupçonné de ne pouvoir offrir qu'une reproduction plus ou moins monotone du présent, en dépit des innovations scientifiques ou techniques. Cependant tout n'est pas imputable à la crise économique. Nos contemporains, tout en éprouvant un réel malaise selon leurs situations (et il en est de dramatiques), ne savent pas, pour la plupart, ce qui leur manque ou ils n'en ont qu'une conscience étriquée. Or, c'est le « manque » qui met en mouvement les sociétés, qui génère des utopies mobilisatrices.

Cette crise de la temporalité se redouble chez beaucoup de jeunes du fait qu'ils ont grandi à l'ombre de la menace d'une mort universelle ou du moins d'un immense dérèglement de la machine planétaire. Naguère encore l'homme moderne, imbu du pouvoir de la science, se prenait à rêver, sinon de vaincre, en tous cas de retarder et d'édulcorer le décès des individus, de surmonter les causes de conflit, d'instaurer des règles économiques universellement libératrices et pacifiantes ; fils des Lumières, il pensait que toujours la Raison ou le Bon Sens l'emporteraient. Avec les excès démentiels du nazisme, beaucoup se sont pris à douter de l'homme, mais ils ont vaincu ou trompé leur appréhension en livrant un combat acharné contre un ennemi nommément désigné. De nos jours, la terreur règne en divers points du globe, la misère tue des enfants par centaines de milliers, et les jeunes sentent que ces tragédies sont nouées par des intérêts supérieurs ou anonymes, par des systèmes aveugles qui les commandent inexorablement. La déraison n'est jamais aussi forte que

lorsqu'elle se couvre de raison, fût-elle d'Etat. La génération qui arrive aujourd'hui à l'âge du mariage (plus peut-être que celle des grands adolescents, qui paraissent plus confiants ou plus déterminés) est hantée par le doute ; pour elle, point d'illusion : *punk* est le futur ; beaucoup le crient à crâne découvert, mais combien d'autres le pensent, mâchoires serrées... Jamais la jeunesse dans son ensemble n'a été aussi dorée, aussi libre, mais jamais peut-être elle n'a été aussi désorientée et confrontée à l'insensé.

A vrai dire, le phénomène n'est pas nouveau : il y a déjà plus d'une décennie que, dans ces conditions plus ou moins consciemment perçues de suspension ou de suspicion du temps, les jeunes générations hésitent à faire des projets à long terme : c'est là sans doute l'une des raisons, parmi tant d'autres, qui les pousse à ne pas contracter d'union formalisée. En revanche, ce qui frappe l'analyste de la mentalité des jeunes adultes, c'est qu'ils s'investissent dans l'immédiat. Pour eux, puisque le passé est lourd d'injustices et d'échecs, qu'il est d'ailleurs « démodé », il importe de valoriser ce qui aujourd'hui tranche sur ce passé. Puisque l'altérité — alternance ou alternative — semble bloquée, il faut, d'une part, désinvestir le futur de ce dont aujourd'hui est l'aboutissement ; d'autre part, faire émerger la nouveauté dont le présent est porteur, pour la projeter dans l'avenir. Autrement dit, alors que leurs aînés valorisaient le « pas encore », les jeunes générations valorisent le « déjà là ». Il peut sembler aux premiers que, à vivre ainsi dans l'immédiat, les jeunes adoptent une solution de facilité et font montre d'imprévoyance. Cette attitude a sans doute un aspect de démission ou de fuite, mais elle peut aussi impliquer un déploiement de toutes les ressources personnelles — corps, affectivité, intelligence — pour donner sens à l'existence, pour réaliser *comment* (et non plus *pourquoi*, question plus spécifique de leurs aînés) celle-ci est immédiatement « valable », ce dont elle est maintenant porteuse, ce qui en assure la qualité. Pour parvenir à cette immédiateté (« immédiation »), il faut avoir le goût de la liberté. Les anciens ont à cet égard beaucoup à apprendre des jeunes.

Sans doute les remarques qui précèdent seraient-elles à nuancer indéfiniment, tant sont divers les individus de tous âges et différentes les situations selon les milieux sociaux, l'éducation, la formation, etc. Pourtant si ce qui en constitue l'arête essentielle, le désengagement par rapport au temps et l'inversion de ce rapport, est pertinent, il faut encore remarquer que les jeunes vivent dans une manière d'errance temporelle ; faute de pouvoir s'approprier leur temps, ils sont en quelque sorte apatrides, pour

quelles familles ? quel avenir ?

autant qu'est profondément juste cet aphorisme de Julien Benda : « Mon temps, cette autre patrie... ».

Il y a plus inquiétant : à vivre dans l'insuccession, coupée de celle qui la précède ou qui la suit, une cohorte d'âges (qu'il s'agisse de celle des jeunes, des adultes ou des personnes âgées) devient bornée, dévoile sa propre inanité, mais aussi celle de ses aînés ou de ses cadets. Dès lors qu'il n'y a plus dépassement mutuel d'une génération par l'autre, plus d'ascendant, la dérive des générations ouvre sur une crise de sens. Si cette crise ne se transforme pas en conflit, elle conduit à pire, à une lente désocialisation, à une dévitalisation de l'élan social.

Nul doute que nous vivions aujourd'hui quelque chose de ce genre de crise. Et il y aurait lieu de s'en alarmer si la famille n'exerçait pas une manière de contrepoids par rapport à cette immersion dans l'immédiat, à la désappropriation du temps et à l'insuccession des générations sociales. La famille exerce une fonction temporalisante ; elle donne à l'existence des individus, et par extension à la vie en société, une dimension diachronique. On le montrerait aisément à prendre le contrepied des notations qui précèdent. Il y a effectivement une « mémoire », sinon une tradition, qui resurgit sans cesse dans les discours, les pratiques, même les projets familiaux. Il y a une symbolique familiale qui pénètre les gestes quotidiens, qui charge d'imaginaire et d'affectivité même les connaissances les plus abstraites et les rationalités scolaires ou professionnelles. De plus, un bon nombre de réalités familiales sont vécues au conditionnel futur et par rapport à l'avenir. Un avenir d'ailleurs généralement présenté comme une promesse (« quand tu seras grand... »), qui reflète une certaine attente des parents et qui donne à l'enfant le sentiment d'avoir à grandir et à se dépasser.

Certes, la mémoire familiale peut être sclérosée, de même que la manière dont l'avenir est envisagé reste souvent étroite, sinon fallacieuse. Il n'en demeure pas moins que c'est dans la famille que l'enfant, ainsi que l'adulte, se découvre porté par un passé vers un futur ; qu'il intègre le temps et apprend à s'y rapporter ; que sa vie prend un sens entre provenir et devenir. Or, cette expérience ou épreuve du sens, de la diachronie, est l'une des conditions primordiales de la socialisation et, par-delà, de la cohésion sociale.

la famille comme exister pluraliste

Le survol de ces trois fonctions parmi d'autres paraîtra nous avoir éloigné de notre question initiale et même l'avoir quelque peu embrouillée : quel avenir pour quelles familles ? Car si ces fonctions sont bien « nécessaires » et « remplies » aujourd'hui par la plupart des familles, sommes-nous assurés qu'elles le seront encore et avec la même intensité dans les décennies ultérieures ?

Il est évident que, en première approximation, l'analyse des fonctions, qui sont manifestement relatives (dans le temps, l'espace, selon les situations, etc.), ne permet pas de formuler des « prévisions » assurées quant au devenir de l'institution familiale. Néanmoins, elle permet d'approfondir la question posée. En effet, les notations qui précèdent ont fait ressortir, d'une part, combien l'entourage familial était nécessaire, en tout cas présentement, pour les tout-petits (sécurité), pour les jeunes (solidarité), pour l'ensemble des générations (diachronie) ; d'autre part, que chacune de ces fonctions n'est remplie que dans la mesure où sont étroitement conjointes des relations existentielles différentes. L'enfant trouve la sécurité dans un corps à corps et un cœur à cœur avec sa mère et son père. La solidarité n'est pas seulement de l'ordre de l'économique, elle est affaire de mobilisation de toutes les forces vives familiales. La diachronie donne sens et raison d'être à chacune des générations, mais en les rapportant l'une à l'autre. L'exercice de ces fonctions est à la fois la cause et la résultante de tout un faisceau de relations. Par là se laisse approcher une caractéristique originale et originante de la famille. On s'en fera quelque idée en méditant ces remarques d'Emmanuel Lévinas sur la paternité :

[Celle-ci est] « la relation avec un étranger qui, tout en étant autrui, est moi ; la relation du moi avec un moi-même qui est cependant étranger à moi. Le fils, en effet, n'est pas simplement mon œuvre, comme un poème ou comme un objet fabriqué ; il n'est pas non plus ma propriété [...]. Je n'ai pas mon enfant ; je suis en quelque manière mon enfant. Finalement les mots « je suis » ont une signification différente de la signification élatique ou platonicienne. Il y a une multiplicité et une transcendance dans le verbe exister, une transcendance qui manque même aux analyses les plus hardies. D'autre part, le fils n'est pas un événement quelconque qui m'arrive [...], c'est un moi, c'est une personne. Enfin, l'altérité du fils n'est pas celle d'un alter ego [...]. La paternité n'est pas seulement un renouvellement du père dans le fils et sa confusion avec lui, elle est aussi l'extériorité du père par rapport au fils, un exister pluraliste. » (Le Temps et l'Autre, Paris, Ed. Fata Morgana, 1979, pp. 85-87).

Ce qui est dit ici de la paternité peut l'être évidemment de la maternité, même de la filiation et plus largement de la famille : celle-ci se constitue comme un exister pluraliste. Il ne faut pas se laisser dérouter par l'apparente abstraction de cette expression. Elle recouvre les aspects les plus concrets de nos vies. Pluraliste, immédiatement, l'existence du bébé qui se repaît de la chaleur, du lait et des caresses maternelles ; pluraliste, la vie des parents désespérés devant la maladie du benjamin ou du chômeur angoissé pour le devenir des siens. On pourrait en donner beaucoup d'autres exemples et sans doute faudrait-il le faire pour montrer qu'une commune destinée se constitue en cela qu'on appelle famille. Existente de manière pluraliste ceux qui sont présents dans l'affectivité, la conscience (et l'inconscience), l'imaginaire les uns des autres, ceux qui *sont* réciproquement les uns en, pour et par les autres passé, présent, et avenir (mémoire et espoir), ceux donc entre qui il « se passe » quelque chose et qui se dépassent mutuellement (par ascendance ou descendance : transcendance). Il faudrait multiplier les indices de cet exister pluraliste, évoquer notamment les traditions de langages, de cultures, les « familles » de sentiment, de pensée, etc. Pourtant, quelles que soient l'ampleur et la finesse des analyses entreprises à ce sujet, on en resterait aux épiphénomènes, car le propre de l'existence est d'outrepasser les mots pour la dire.

IV

la "forme" famille

1. S'il est justifié de concevoir la famille comme un « exister pluraliste », il paraît alors illusoire de s'imaginer en avoir ou en donner une pleine compréhension. Cela ne tient pas seulement au fait que cette réalité est évolutive ou la résultante d'un grand nombre de facteurs sociaux et individuels. La famille est autre chose que le « produit » d'agents divers, fussent-ils compris de façon systémique : une personne morale.

A supposer qu'on parvienne à une connaissance sans faille de l'ensemble des structures organiques, des régulations physico-chimiques qui entrent dans la composition du vivant et de l'ensemble des facultés qui interfèrent dans la vie psychique, il est clair qu'on ne connaîtrait pas pour autant le sujet dans sa singularité, son altérité. Tout existant se développe selon une dynamique propre, qui crée son « mystère », insondable pour autrui. Ainsi en va-t-il des familles, en tant qu'elles se constituent, redisons-le, comme un « existant pluraliste » ou comme une « personne morale ».

Non que nous ne devions pas tenter par tous les moyens de mieux connaître la vie familiale, comme nous avons à mieux analyser la vie physiologique ou psychologique, ne serait-ce que pour remédier à ses maladies, assurer les meilleures conditions de son développement, notamment en fonction de son environnement ; mais il serait tout aussi aberrant d'utiliser cette science pour imposer un déterminisme à la vie familiale ou pour l'uniformiser, qu'il le serait de vouloir se servir de nos connaissances biologiques pour standardiser les êtres humains.

2. A vrai dire, le « mystère » des familles ne se situe pas seulement au cours de leur existence, mais, en-deçà et au-delà, dans leur construction et leur reconstruction même. La famille apparaît comme une *forme* de vie commune. Une forme, c'est-à-dire à la fois un cadre, un modèle, une structure, à condition que chacun de ces termes soit pensé d'une manière dynamique. Quand il s'agit d'un vivant (prenons l'exemple simple d'une coquille), une forme s'impose *en fonction* des nécessités internes de l'être, mais aussi en fonction des contraintes de l'environnement : elle est tout ensemble la résultante d'une cohésion, d'une convenance, d'une concordance entre le vivant et son milieu. On peut *a posteriori* fournir toutes les explications qui permettent de reconnaître qu'il « devait » en être ainsi ; toutes, mais non pas la plus importante qui est précisément que cette forme soit. De plus, il y a une vie des formes, celles-ci évoluant selon les modifications de l'environnement ou les mutations du vivant lui-même. Mais cette évolution n'est acquise que quand cette forme est intégrée comme une nécessité vitale, entre dans le patrimoine héréditaire, ce qui ne va pas sans une nouvelle épreuve de compatibilité.

La « forme » famille est censée correspondre, à travers ses avatars historiques, à des nécessités divergentes — inhérentes à l'être de l'homme, de la femme, de l'enfant et de la vie sociale. Les individus et la société tendent et concourent à la reproduire. A y réfléchir, une telle convenance ou une telle compatibilité sont pour le moins surprenantes, surtout quand elles doivent s'inscrire dans la durée. Comment « cela » a-t-il pu et peut-il se produire, sinon parce que cette forme convient et correspond à des nécessités extrêmement fortes, tant au niveau des aspirations et des besoins des individus qu'à celui de la société ?

Généralement les chercheurs étudient ces nécessités, soit à partir des impératifs, pressions ou contraintes des systèmes sociaux, soit à partir des exigences fondamentales des individus, soit à partir de l'entraînement des familles elles-mêmes sur leurs membres. Mais on ne connaît pas de recherches qui portent précisément sur la *jointure* de ces nécessités. Or,

quelles familles ? quel avenir ?

de telles recherches seraient plus que jamais précieuses. Car, de nos jours, c'est cette jointure qui est remise en cause. La concordance, la compatibilité qui se réalisaient naguère entre les exigences des individus et celles de la société, au sein de la vie familiale, ne vont plus de soi. Si la famille est encore « nécessaire » pour l'homme, pour la femme, pour l'enfant, pour la société, elle l'est autrement qu'avant.

3. Dès lors, la question posée : « quel avenir pour quelles familles ? » se transforme en cette autre : « de quelle(s) nécessité(s) la vie ou plutôt l'existence familiale est-elle aujourd'hui l'expression ? ». L'a-t-on jamais su ? Et « cela » peut-il se savoir ?

bruno ribes

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

Automne 1985

Editorial : L'extrême-droite réhabilitée

Une version française du fascisme, par Christian DELORME

L'effet Le Pen, entretien avec Edwy PLENEL

Les familles de l'extrême-droite, par « Article 31 »

Si c'est vous qui le dites... opinions de M. Le Pen et de ses amis sur divers sujets

Rencontre et affrontement des cultures. Sept propositions pour construire la France pluri-ethnique, par Christian DELORME

Documents : Ce que nous n'acceptons pas - Homélie de l'archevêque de Lyon

Le cancer nucléaire, par Albert JACQUARD

« La dissuasion civile », Etienne GODINOT et Patrick VIVERET

16, rue Paul-Appel - 42000 SAINT-ETIENNE - C.C.P. 2915-21 U Lyon